

Communiqué de presse

La France face au pouvoir illibéral de Viktor Orban : nous exigeons la libération de Gino.

Paris, le 10 février 2025

Rexhino "Gino" Abajaz est incarcéré depuis novembre 2024 à la prison de Fresnes, en attente de sa potentielle extradition vers la Hongrie. Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt européen émis par les autorités hongroises : elles l'accusent d'avoir agressé des militants néo-nazis en marge d'une manifestation antifasciste à Budapest, en février 2023. La justice française doit se prononcer ce mercredi 12 sur l'extradition de Gino. Le Comité pour la libération de Gino exige qu'il soit remis en liberté.

Gino est accusé d'avoir participé à des violences contre des militants néo-nazis en février 2023, lors du "jour de l'honneur", commémoration qui a lieu tous les ans depuis 1997 et réunit différents groupes néo-nazis européens à Budapest. Le "jour de l'honneur" commémore la défaite des troupes allemandes face à l'Armée rouge en 1945. Elle a eu lieu une fois de plus samedi dernier, le 8 février, regroupant plus de 4 000 personnes, arborant pour certaines des uniformes nazis et autres signes d'appartenance à l'extrême droite. Cette marche bénéficie chaque année de l'aval du gouvernement d'Orban, il est même soupçonné de contribuer au financement de celle-ci.

En 2023, une contre-manifestation antifasciste a été organisée pour protester contre la tenue de cet événement. Des heurts auraient éclaté en marge de celui-ci entre manifestants et contre-manifestants. C'est de ces heurts dont sont accusés Gino et une quinzaine d'autres militants antifascistes de différents pays. La Hongrie mène depuis une véritable chasse à l'homme à travers toute l'Europe, en bénéficiant, à travers l'émission du mandat d'arrêt européen, de l'appui des polices de différents États membres de l'Union européenne, dans le but de les juger sur son territoire.

Les accusations dont les militantes et militants antifascistes font l'objet et les peines encourues sont complètement disproportionnées. Si la France remet Gino à la Hongrie, il encourt jusqu'à 16 ans de prison et risque de voir ses droits les plus

élémentaires bafoués. Les témoignages qui nous sont revenus des prisons hongroises, et notamment celui d'Ilaria Salis, arrêtée dans le même contexte et risquant jusqu'à 24 ans de prison, attestent des conditions de détention inhumaines et des pratiques dites de "torture blanche".

L'extradition vers la Hongrie illibérale d'Orban comporte de nombreux risques : les conditions de détention ont été pointées du doigt par les institutions européennes car elle ne respecte pas les droits fondamentaux. Celles-ci considèrent par ailleurs que la Hongrie ne remplit plus les prérogatives d'un État de droit. Dans ce contexte, livrer un militant antifasciste aux autorités hongroises signifierait que la France est prête à collaborer sciemment avec un régime qui fait fi des droits les plus élémentaires.

Gino est un militant antifasciste de nationalité albanaise, même s'il a grandi la quasi-totalité de sa vie en Italie. Au moment de son arrestation par la police française, il ne disposait pas de papiers en règle. Dans le cas où la France refuserait l'extradition de Gino, il ne faut pas que la justice française en profite pour expédier Gino en Albanie. Envoyer Gino en Albanie ne lui permettrait plus de bénéficier de la protection d'un État membre de l'Union européenne, et l'exposerait potentiellement à une nouvelle demande d'extradition, tout en sachant que l'Albanie est plus propice à donner son aval que la France ne peut l'être.

La France ne doit pas se plier aux demandes des autorités hongroises, mais elle ne doit pas non plus échapper à ses responsabilités de protection des personnes qui voient leurs droits fondamentaux menacés.

Il ne faut donc pas simplement empêcher l'extradition de Gino, il faut qu'il soit impérativement remis en liberté.

Le comité pour la libération de Gino

Contact presse :

Téléphone : 07 86 39 48 54

Mail : libertepourgino@riseup.net

Instagram : @Liberez_Gino